

Les projets de refondation de l'Allemagne des intellectuels allemands de l'Ouest pendant l'exil et l'immédiat après-guerre

Nadine Willmann



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/Allemagne/1099>

DOI : 10.4000/Allemagne.1099

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2014

Pagination : 271-288

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Nadine Willmann, « Les projets de refondation de l'Allemagne des intellectuels allemands de l'Ouest pendant l'exil et l'immédiat après-guerre », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 46-2 | 2014, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/Allemagne/1099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/Allemagne.1099>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande

Les projets de refondation de l'Allemagne des intellectuels allemands de l'Ouest pendant l'exil et l'immédiat après-guerre

Nadine Willmann

- 1 À l'heure où la Seconde Guerre mondiale se poursuit et où de nombreux intellectuels allemands sont exilés, puis après 1945 sous l'occupation par les Alliés, ils sont nombreux à s'interroger sur le devenir de leur pays : « Que doit-il advenir de cette Allemagne ? De telles questions soucieuses déterminent entre 1938 et 1949 certainement le quotidien de centaines d'écrivains de langue allemande. Elles débouchent sur des réponses utopiques, résignées ou pragmatiques, sur des programmes ou propagandes, sur des commentaires et des appels dans les médias ou encore des recommandations adressées à des instances gouvernementales et des commandants militaires »¹, constate Günter Scholdt. En effet, les intellectuels, eu égard, sous le III^e Reich, à la nocivité du gouvernement allemand et, pendant l'immédiat après-guerre, au vide de pouvoir, revendiquent l'initiative dans le processus de refondation de leur pays. Nous nous pencherons ici sur les projets des écrivains appartenant à l'aire allemande occidentale. Notre propos n'est pas d'étudier des personnalités singulières, mais d'offrir une large vue d'ensemble des idées en circulation à l'époque, dont la diversité autorise une intéressante mise en miroir.
- 2 Caractéristique de ces prises de position est ce que Hans Mayer qualifia de « suspicion totale envers l'idéologie »². De ce fait, les perspectives de reconstruction demeurent souvent vagues et abstraites. Après avoir dépeint à grands traits la situation des intellectuels après 1945, nous envisagerons leurs idées sur la constitution de l'État et sa place en Europe, puis sur les systèmes politiques, avant de considérer diverses options et constats secondaires, et, enfin, leur verdict concernant ce qui fut finalement institué : une restauration.

1. La situation des intellectuels durant l'immédiat après-guerre

- 3 La position des écrivains en exil pendant le III^e Reich est assez claire pour qu'on s'abstienne de la décrire. Plus intéressante est celle des intellectuels après 1945, dans l'Allemagne à reconstruire. L'après-1945 est d'abord marqué par la conscience d'un nouveau départ, pour lequel on recourt à la métaphore de « l'heure zéro ». Selon David Roberts, « le terme "heure zéro" désigne un nouveau commencement, l'instant historique-anhistorique d'un vide, le fait de se détacher complètement du passé, une rupture totale avec les traditions littéraires et idéologiques : il ne reflète rien d'autre que la capitulation sans conditions du III^e Reich, la perte complète de la souveraineté, la dissolution de l'État allemand. 1949, l'année de la fondation de deux États allemands, caractérise la fin de cet interrègne et de son ouverture apparente, des possibilités implicites de trouver un nouveau commencement dans les ruines du passé »³. Jean Améry dit s'être imaginé en 1945, « que le monde nous appartenait, à nous les battus qui étions devenus des vainqueurs, [...] les visionnaires d'un futur qui était maintenant le présent - [...] Le mal radical, croyions-nous, était détruit. On ne devait plus penser qu'à déblayer les déchets qu'il nous avait laissés, et le monde serait tel que nous l'avions désiré : libre, juste, fraternel »⁴. Certains auteurs réfutent toutefois la notion d'« heure zéro » : selon Helmut Koopmann, les plus jeunes auteurs n'auraient pas ressenti 1945 comme une rupture, et les écrivains essentiels de la République de Weimar étaient de nouveau présents sur le marché du livre⁵.
- 4 En 1945, l'attitude des intellectuels à l'égard de la chose politique s'est modifiée. Si, pour la République de Weimar, valait le paradoxe d'« un engagement politique d'intellectuels apolitiques » (Martin Greiffenhagen) et si l'engagement politique s'élevait contre la politique au sens ouest-européen du terme, associant la droite et la gauche radicales, après la guerre, les intellectuels étaient disposés à s'engager pour l'Allemagne⁶. Hans Mayer souligne que cet engagement est un phénomène inédit : « Ils sont présents dans la vie politique, ils expriment des critiques, font l'objet de critiques. Au-delà de ce qu'ils écrivent et aussi [...] dans les pièces [...] et récits qu'ils écrivent sont produits un miroitement et un reflet de la réalité allemande »⁷. Tournant le dos à la tradition apolitique de la littérature allemande, ils veulent contribuer à forger une nouvelle Allemagne démocratique⁸. Ce type d'intellectuels fut incarné à l'Ouest par ce que l'on appela la « nouvelle génération ». C'est d'elle qu'émanèrent la plupart des impulsions pour la modernisation du quotidien culturel, sociétal et politique. Après la dictature national-socialiste, les valeurs morales du passé le plus récent avaient perdu toute validité et la nouvelle classe intellectuelle forgea les élans pour l'organisation de l'Allemagne⁹.
- 5 En effet, les jeunes intellectuels se conçoivent comme les porteurs du renouvellement, après que leur personnalité eut été formée sous l'ère nazie et au front¹⁰. « Après la désintégration du fascisme hitlérien, les forces intellectuelles dédaignées par les nazis se considéraient comme les pionniers [...] d'une nouvelle nation [...] »¹¹. Les écrivains étaient convaincus qu'ils avaient une contribution essentielle à apporter à l'établissement d'une société démocratique et qu'avec leurs vérités supposées éternelles, ils détenaient la clé pour un meilleur avenir. De droite à gauche, des plus jeunes aux plus âgés, des émigrants intérieurs aux émigrants extérieurs, régnait l'unanimité sur ce point¹². Dans tous les débats d'après-guerre, les intellectuels se

profilèrent comme « conscience de la nation », en exigeant le respect des valeurs universelles, des droits de l'homme et du citoyen, en réactivant les idéaux des Lumières et du progrès dans la conscience de la liberté¹³.

- 6 Ainsi Hans Paeschke les exhorte-t-il à faire face à leur responsabilité et leur impute-t-il la mission de contribuer à la reconstruction de l'Allemagne et de l'Europe. Ce processus doit se dérouler en plusieurs étapes : aveu de culpabilité, vérification de principes et valeurs spirituels et remise en question permanente de la voie choisie¹⁴. Dans cette optique, Paeschke engage les intellectuels à trouver une définition si possible exhaustive du présent, qui se situe dans le flot du temps : « À notre passé nous ligote la responsabilité de notre culpabilité. Dans cette responsabilité, nous puisons le courage pour structurer l'avenir »¹⁵. Stephen Brockmann pour sa part indique qu'en 1945, la question n'était pas de savoir si l'écrivain avait une responsabilité éthique, mais quelle forme politique elle devait prendre, et il distingue deux positions incompatibles : selon la première, les écrivains se devaient d'exercer leur responsabilité politique dans leurs écrits et leur existence. Selon la seconde, par la littérature, ils pouvaient se libérer des contraintes de la réalité temporelle, et tout engagement politique risquait d'anéantir cette liberté¹⁶. Cependant, la plupart des intellectuels tirent la certitude de leur rôle politique du rôle de la littérature en général. L'intellectuel représentatif parle et agit en qualité d'agent de l'unité entre esprit (intellectuels) et pouvoir (politique)¹⁷.

- 7 Ainsi, Hans Werner Richter, l'un des fondateurs du *Groupe 47*, dément à la fin des années 1940 le bruit selon lequel le groupe se serait réfugié dans la littérature pure, rappelle qu'il croyait aux effets politiques de celle-ci, et conclut qu'à ce titre le groupe était politisé¹⁸. Par ailleurs, l'émigration avait rapproché intellectuels et hommes politiques :

« Ce n'était en Allemagne pas coutumier que les hommes politiques écoutent les écrivains ou en fassent leurs interlocuteurs. Mais pendant l'émigration, Thomas et Heinrich Mann jouissaient d'un tel renom que les instances gouvernementales alliées prenaient acte de leurs discours, pensées, suggestions. [...] Les émigrants développèrent lors de leurs congrès et dans les différents journaux d'exil des programmes pour l'"après-Hitler". Les écrivains œuvraient avec les hommes politiques, car [...] l'ennemi commun, l'intérêt commun pour une "autre Allemagne" contraignaient à cette union »¹⁹.

Quelles conceptions ces intellectuels ont-ils donc propagées pour la refondation de l'Allemagne, d'abord pour la structure du pays ?

2. Les projets quant à la nature de l'État et à sa place en Europe

- 8 Tout d'abord, une évidence s'impose : une majorité écrasante d'intellectuels s'oppose à la partition de l'Allemagne. Cette position est motivée par différents arguments : pour Alfred Andersch et d'autres auteurs du *Groupe 47*, la préservation de l'unité allemande est seule garante du « maintien de la paix dans le monde ». Ainsi Joseph Drexler et Hans Werner Richter, entre autres, prônent-ils une stricte neutralité dans l'affrontement entre les grandes puissances²⁰. « Une Allemagne coupée en deux ne serait rien d'autre qu'un glacis pour le rassemblement des troupes des grandes puissances [...] : cela n'aboutit à rien de mieux qu'à deux nations de mercenaires », indique Andersch en 1947²¹. Par ailleurs, la sauvegarde de la paix et de l'unité allemande ne leur semble garantie que par une Allemagne démilitarisée et neutralisée²². Parmi les exilés d'Amérique du Sud avait prévalu une autre justification de l'unité allemande, à savoir

que c'était le garant le plus sûr de l'évolution démocratique des Allemands et de l'entente avec les anciens ennemis de guerre²³. Enfin, le second manifeste du Premier congrès des écrivains de 1947 traduit la crainte que la partition de l'Allemagne ait des effets dévastateurs sur la culture allemande²⁴.

- 9 Parallèlement, les intellectuels ne sont pas rares à se déclarer partisans du fédéralisme. Dans le premier numéro des *Frankfurter Hefte*, Eugen Kogon signale que la nouvelle démocratie allemande ne doit en aucun cas être centralisée, renouant ainsi avec son éloge antérieur des petites unités contrôlables²⁵. Helmuth Plessner, émigré aux Pays-Bas en 1934, suggère même la création d'une « fédération d'États allemands » en lieu et place de l'État national, pour empêcher la partition en deux États « séparés par une frontière mondiale ». Il en attendait une fonction de lien entre l'Est et l'Ouest, à condition que la fédération reste indépendante des deux blocs. Il arguait de la longue tradition de l'élément fédéral en Allemagne et du fait que les pays voisins, comme la France, préféreraient collaborer avec une Rhénanie ou un Bade-Wurtemberg autonomes plutôt qu'avec un grand État, source de méfiance²⁶.
- 10 Néanmoins, certains, beaucoup plus rares, optent pour la partition de l'Allemagne. Ainsi, le futur professeur Wilhelm Hennis exprime à la fin des années 1940 sa conviction que l'Allemagne de l'Ouest doit s'accoutumer à celle-ci car c'est la condition de son intégration dans l'Europe de l'Ouest et le prix à payer pour la guerre perdue²⁷. Souvent, de telles allégations s'inspirent d'une anthropologie sociale germanophobe, que l'on rencontre par exemple chez l'écrivain Emil Ludwig, comme maints intellectuels disciples du diplomate britannique Robert Vansittart. Il constate chez les Allemands, depuis Tacite, un « caractère national autoritaire et agressif », contre lequel le seul recours réside dans la manière forte, avec par exemple l'internationalisation de la Sarre et de la Ruhr et la séparation de la Prusse du reste du territoire²⁸. Arno Schmidt se borne à affirmer que la partition de l'Allemagne contribue à la stabilité mondiale, dans la mesure où le basculement de l'ensemble de l'État vers l'un des deux blocs réduirait l'équilibre à néant²⁹. Le journaliste Johannes Steel soutient pour sa part que l'Allemagne n'étant pas une nation naturelle, mais « un rassemblement de pays distincts dominé par la Prusse », s'impose la création de deux unions fédérales, gouvernées l'une par Moscou, l'autre par Londres³⁰.
- 11 De l'exigence de la partition à celle d'une mise sous tutelle de l'Allemagne, il n'y a qu'un pas, que franchissent les « vansittartistes », convaincus que la politique d'expansion agressive appartient à la nature de l'État allemand et qu'il n'y a pas de différence entre Allemands et nationaux-socialistes. Ils prônent le déni à l'Allemagne de tout pouvoir, ainsi que sa soumission à une dénazification et à une rééducation sous commandement des Alliés. Erika et Klaus Mann ne s'avèrent pas insensibles à ces thèses³¹, même sans aller aussi loin que Ludwig, qui propose, « au lieu de la punir, de dépouiller l'Allemagne de tout pouvoir, pour une période donnée, elle qui a démontré qu'elle ne pouvait se gouverner elle-même »³². Ainsi, tous les postes de commande doivent être attribués à des étrangers, des émigrants ou des anciens détenus de camps de concentration, et la direction du gouvernement, de la police et du système éducatif doit être retirée aux Allemands. Par ailleurs, Ludwig soutient qu'il faut proscrire associations et partis. De même, Steel, autre adepte de Vansittart, requiert l'éradication du prussianisme et l'anéantissement de la puissance économique de l'Allemagne, par l'intégration de l'économie allemande dans un cadre européen, son contrôle par des groupes étrangers et l'internationalisation des trusts³³.

- 12 Parallèlement à leurs réflexions sur la constitution de l'État allemand, les intellectuels projettent différents *scenarii* sur la future Europe et le rôle qui y revient à l'Allemagne. Nombreux sont ceux qui escomptent une unification de l'Europe : Ernst Jünger s'avère convaincu que l'« État national de style ancien touche à son terme » et qu'« aujourd'hui a sonné [...] l'heure où l'Europe se fonde dans le mariage de ses peuples »³⁴. L'attractivité de l'idée européenne pour les cercles conservateurs de Wilhelm Emanuel Süskind à Rudolf Pechel émanait du concept d'une troisième force entre les grandes puissances, qui incarnerait l'occident chrétien. Selon le publiciste conservateur Ferdinand Fried, seule une Europe en tant qu'« unité indépendante entre les grandes puissances », qui pouvait intégrer l'Est « dans le champ de force de l'Ouest sans qu'il ait le sentiment d'avoir le dessous »³⁵.
- 13 Quant au publiciste également conservateur Hans Zehrer, pour qui les États-Unis font partie de l'aire occidentale, il discerne pour une alliance occidentale une mission de soutien spirituel, qui ne peut émaner que de l'Europe, car « à Rome, Paris et Londres [...], nous détectons toujours un règne plus affirmé de l'esprit que partout ailleurs dans le monde », et qui ne peut résider qu'en un « renouveau chrétien »³⁶. Le journaliste Erich Peter Neumann quant à lui imagine une communauté symbiotique apparentée au modèle des villages de l'Erzgebirge (*Les Monts Métallifères*, à l'est de l'Allemagne), où les Français par exemple pourraient reprendre à leur compte les vertus du dur labeur, de l'engagement envers l'État, tandis que les Allemands reconnaîtraient l'art de vivre français³⁷. Toutefois, Richter lui aussi, rien moins que conservateur, rappelle que le *Groupe 47* aspirait à une Europe unifiée, mais d'autre obédience³⁸ : rejetant une conception « churchillienne » de l'Europe, fondée sur le système capitaliste et cantonnée dans la fonction de rempart contre l'Union soviétique, il clame que la nouvelle Europe doit être socialiste³⁹.
- 14 Et quelle place est-elle dévolue à l'Allemagne ? Les intellectuels sont nombreux à prescrire son étroite intégration dans l'Europe, que certains conçoivent comme une communauté de contrôle des voisins européens, tel le social-démocrate Udo Rukser depuis son exil sud-américain⁴⁰. De même, le *Groupe 47* n'imagine une Allemagne libre et socialiste qu'au sein d'une Europe pacifiste⁴¹, et Klaus Mann est d'avis que l'Allemagne doit renoncer à des droits essentiels de sa souveraineté pour permettre l'émergence d'une « fédération d'États européens »⁴².
- 15 Les intellectuels se divisent cependant quant au rôle de l'Allemagne en Europe. Dans un article de 1946, Richter assure que son pays, en observant les systèmes de l'Ouest et de l'Est grâce aux puissances occupantes, peut éviter de commettre les erreurs des deux pour créer une sorte de synthèse⁴³ : « Nous sommes situés entre l'Est et l'Ouest et, de même que les ondes d'une culture, civilisation et politique russes socialistes nous assaillent en provenance de l'Est, de même sont portées vers nous depuis l'Ouest les ondes d'une culture et d'un environnement démocratique anglo-saxon. Ainsi nous voici devenus des médiateurs »⁴⁴. Neumann pour sa part voit une Europe regroupée autour de l'Allemagne et de la France, fondées sur les mêmes valeurs conservatrices et chrétiennes, incarnant une troisième force entre l'URSS et les puissances anglo-saxonnes⁴⁵. Zehrer défend en 1948 une position apparentée : étant donné que le rideau de fer passe au milieu du pays, le destin allemand consiste à empêcher toute explosion belliqueuse, en combattant pour l'occident⁴⁶. En résumé, se distinguent trois convictions sur le rôle de l'Allemagne en Europe : faire du pays une passerelle entre l'Est et l'Ouest ; le transformer en « un mur coupe-feu » entre les deux blocs en le

démilitarisant ; ou le convertir en une troisième force, armée et neutre plutôt que neutralisée⁴⁷.

3. Les choix idéologiques afférant au système politique

- 16 Les déclarations des intellectuels reflètent des conceptions très diversifiées sur la forme politique que le renouveau doit adopter. Ils ne s'entendent pas même sur l'opportunité d'une démocratie, même si une grande majorité en exprime l'exigence. Albrecht Betz rappelle que la plupart des émigrants à Paris envisageaient une nouvelle république démocratique qui ne devait pas répéter les erreurs de Weimar⁴⁸. De même, un groupe d'exilés américains et européens, parmi lesquels Thomas Mann, avait projeté en 1940 un livre sur l'utopie d'une démocratie mondiale, eu égard à la « faiblesse morale et politique des États occidentaux ». Le livre diagnostiquait un échec de la politique d'*appeasement* des gouvernements occidentaux et cataloguait hitlérisme et stalinisme comme phénomènes totalitaires, auxquels devait être opposée la démocratie⁴⁹.
- 17 Hermann Broch de son côté signalait que l'État total offrait attaches et sécurité et qu'il importait de le relayer en Allemagne par une démocratie totale, dont les valeurs suprêmes devaient être la sécurité, la liberté et la justice⁵⁰. Par ailleurs, un groupe de démocrates radicaux de centre gauche, la *Deutsche Opposition*, autour de Hans Robinson et Ernst Strassmann, plaidait pour le rétablissement de l'État de droit, dans lequel la liberté de pensée et de presse ainsi que le droit de vote universel, égal et secret iraient de soi⁵¹. Le *Cercle de Kreisau*, dont certains membres furent des conjurés du 20 juillet 1944, avait imaginé un droit de vote qui octroyait aux chefs de famille une voix pour chaque enfant et de dénier aux fonctionnaires politiques et aux soldats le droit d'éligibilité pour le Parlement, dont l'élection devait être le fait des Parlements régionaux⁵². Le *Groupe 47* quant à lui préconisait des « élites démocratiques », publicistes, écrivains et hommes politiques jeunes, anciens prisonniers de guerre liés par une compréhension commune de la démocratie, dont la mission devait consister à « infuser la pensée démocratique dans le peuple »⁵³.
- 18 Cependant, quelques voix minoritaires mirent en garde contre la démocratie, particulièrement parmi les conservateurs. Neumann, futur conseiller d'Adenauer, ne fait pas mystère en 1946 de son scepticisme envers la démocratie, la dictature nazie ayant démontré à quel point les Allemands pouvaient se laisser séduire par des représentations nocives. Il ajoute que la démocratie est une importation inapte de l'Ouest, discréditée par l'expérience de Weimar⁵⁴. Les masses en Allemagne nécessiteraient un retour aux valeurs animé par une petite élite qualifiée d'« aristocratie spirituelle », que Neumann conçoit constituée de personnalités haut-placées, sincères et inflexibles⁵⁵.
- 19 Une variante édulcorée de ce rejet de la démocratie réside dans une méfiance à l'égard des partis et parfois du parlementarisme. Même Richter, que l'on ne peut soupçonner d'antidémocratie, voit la politique de l'Allemagne dirigée par le désir des partis d'imposer leur vue du monde, qui a conduit à des tragédies. Andersch leur oppose un *leadership* assumé par une gauche « apatride » hors des partis⁵⁶. De son exil sud-américain, le juriste et ancien ministre libéral Erich Koch-Weser discernait dans les

partis l'insertion d'éléments de l'État corporatiste dans le parlementarisme. Il préconisait de les substituer par une domination claire de l'exécutif. Au futur président du Reich, élu pour sept ans par plébiscite, devait revenir la détermination des directives de la politique et la nomination du chancelier et de son cabinet indépendamment du Parlement, lequel devait être limité à 150 députés et ne devait siéger que 180 fois⁵⁷.

- 20 Pour quels systèmes politiques les intellectuels plaident-ils au sein de cette démocratie majoritairement souhaitée ? Une voie consiste dans une variante du socialisme qu'appellent de leurs vœux les éditeurs de la revue *Der Ruf*, futur *Groupe 47*, à savoir la quête d'une troisième voie, car tant l'idéologie capitaliste que l'idéologie communiste sont discréditées. Ils baptisent cette option « socialisme humaniste » ou « socialisme démocratique ». La structure économique de l'Allemagne devait jouir des avantages du socialisme (planification, socialisation des grandes entreprises), la structure politique des avantages de la démocratie occidentale (libre circulation, pluralisme)⁵⁸. Dans son article intitulé « La jeune Europe forme son visage », paru dans le premier numéro de *Der Ruf* en 1946, Andersch constate : « La loi sous laquelle la jeunesse se présente est la revendication de l'union européenne. L'instrument qu'elle veut utiliser à ce dessein est un nouvel humanisme s'écartant de toute tradition, [...] un humanisme socialiste. [...] Elle incarne la justice et sait que celle-ci ne se concrétise que dans le socialisme »⁵⁹. Néanmoins, Andersch ajoute : « Mais la jeunesse de l'Europe [...] serait prête à quitter le camp du socialisme si elle y voyait la liberté de l'homme sacrifiée au bénéfice de ce vieux marxisme orthodoxe qui postule la détermination de l'homme par son économie et nie le libre-arbitre humain »⁶⁰. Et Richter de conclure : « Socialisme et liberté, oui. Assujettissement de l'un à l'autre, non ! »⁶¹.
- 21 D'autres intellectuels se sont exprimés dans un sens approchant. Thomas Mann plaidait par exemple pour un État libéral, démocratique et socialiste et une Allemagne humaniste⁶². Klaus Mann aussi concevait en 1939 une troisième voie entre démocratie pluraliste et économie socialiste et exhortait à un rassemblement de toutes les forces d'opposition, y compris les communistes⁶³. Ces conceptions d'un socialisme libéral ont souvent été qualifiées d'illusoires : les Alliés, qui intégrèrent bientôt leurs zones d'occupation dans des blocs antagonistes, rendaient irréalisable une troisième voie⁶⁴.
- 22 Un groupe d'intellectuels se prononce pour une synthèse entre socialisme et christianisme. Walter Dirks, futur éditeur, avec Kogon, de la revue *Frankfurter Hefte*, entrevoit dès les années 1920 la rencontre féconde du message chrétien actualisé et de la tradition marxiste, « apte à [...] spiritualiser le mouvement ouvrier et à conférer au catholicisme une conscience sociale »⁶⁵. Dirks vise à réconcilier gauche et droite, et discerne dans la position chrétienne une combinaison des deux pôles. Le chrétien tendrait vers la droite par sa dette envers la tradition et vers la gauche par son désir de changer le monde par le biais de l'harmonie et du bonheur⁶⁶. Dans le premier numéro des *Frankfurter Hefte*, paru en 1946, Dirks écrit qu'est requise la coalition des « ouvriers » et des « chrétiens », qui se doivent de réaliser les « objectifs lointains » indispensables : confédération et socialisme européens, organisation « méthodique » des richesses minières, des moyens de production et de la force de travail. Ce n'est que par le « détour » du christianisme que l'auteur croit pouvoir conduire « citoyen » et « paysan », au-delà de leurs intérêts de classe, à une « réflexion sociale concernant l'ensemble ». Il ajoute qu'une Europe opposée aux ouvriers s'empêtrerait peu à peu

dans la réaction, mais qu'elle ne saurait non plus se passer des chrétiens, qui apportent le legs des siècles, non-assimilable par l'Europe sans eux⁶⁷.

- 23 Une variante de cette perspective a été développée par le *Cercle de Kreisau*. Selon lui, le renouveau démocratique devait émaner du christianisme et des ouvriers. Il exigeait la socialisation des entreprises-clés de l'exploitation minière, de la métallurgie, de l'industrie chimique et énergétique, et propageait le système de la cogestion⁶⁸. Enfin, les fondateurs de la revue catholique de gauche *Ende und Anfang* puisaient dans leur désillusion de guerre une éthique chrétienne radicale et une perspective socialiste. Ils estimaient que l'Église avait failli au regard de la « question sociale » en rejetant les idées d'inspiration socialiste et qu'elle ne pouvait expier cette faute qu'en réconciliant le christianisme avec son « enseignement » social, qui permet une « synthèse irréfutable » avec le socialisme⁶⁹.
- 24 D'autres intellectuels encore plaident pour le retour aux valeurs uniquement chrétiennes et humanistes, à l'instar d'Ernst Wiechert, qui ne distingue que dans cette voie le moyen de détrôner les « idoles » national-socialistes et de sauver l'avenir de l'Allemagne⁷⁰. Günter Scholdt signale par ailleurs que cet intérêt pour la religion correspond à moult exhortations d'écrivains des années 1930 et 1940 à une rechristianisation de la vie publique : « d'Anton Betzner à Alfred Döblin, on voyait la catastrophe également comme la conséquence d'une apostasie tirant sa source de la Renaissance, de la sécularisation et de la pensée technique [...] à l'origine de la société de masse. [...] Les lettres de guerre de Heinrich Böll aussi citent comme tâche future essentielle l'action, “de toutes nos forces, pour le royaume de Dieu” »⁷¹.
- 25 De leur côté, certains intellectuels envisagent pour l'Allemagne une pure perspective humaniste, tel Fritz von Unruh, qui propage l'objectif d'un État de droit dans lequel les catégories liberté, dignité humaine, justice, compassion, amour et douceur de caractère sont élevées au rang d'axiomes présidant à l'action, et qui souhaite que soit surmontée l'opposition entre culture et politique⁷². Selon Waltraud Wende-Hohenberger, la vision du monde foncièrement « apolitique » de von Unruh relève de la tradition de l'intellectuel du XIX^e siècle, lequel, d'après Fritz K. Ringer, formule les objectifs théoriques avec des concepts moraux et spirituels et accorde peu de poids à l'analyse de la réalité politique⁷³. Ainsi von Unruh développe-t-il un programme peu concret. La politique partisane, les décisions pratiques, les programmes politiques, discrédités à ses yeux par le III^e Reich, sont remplacés par une fuite dans des lieux communs idéalistes. Sa vision d'individus libres et autonomes se situe en complète contradiction avec la société technique de masse qui se dessine après 1945⁷⁴. Klaus Mann aussi émet une profession de foi en faveur de l'humanisme : « le total rétablissement [...] de la dignité humaine – du domaine économique au domaine religieux » constitue le noyau de son programme de reconstruction⁷⁵.

4. Diverses options et constats

- 26 Cependant, les choix idéologiques sur le système politique évoqués sont complétés dans les réflexions des intellectuels par différents ajouts moins fondamentaux. Tout d'abord, il est frappant que la tradition de la connotation positive d'une position nationaliste ait fait place à une attitude réaliste, majoritairement cosmopolite⁷⁶. Dans un essai de 1947, Kogon constate que « le nationalisme résiduel ne peut être surmonté que par une internationalisation de tous les secteurs de la vie »⁷⁷.

- 27 Eu égard à la configuration économique, la revue *Die Gegenwart* paraissant à Fribourg semble, en exprimant l'impératif de réconcilier liberté individuelle et bien-être collectif, préfigurer le concept de l'économie sociale de marché⁷⁸. Mais d'une manière générale, on observe l'indigence des prescriptions économiques, comme dans *Der Ruf*: Walter Manzen rejette l'économie de marché au bénéfice de la planification tout en reconnaissant les dangers d'une économie planifiée⁷⁹, et Richter concède qu'ils n'avaient aucune conception claire de l'édification d'un ordre économique socialiste⁸⁰.
- 28 Sur un autre plan, un groupe de penseurs conservateurs autour d'Arnold Gehlen et Helmut Schelsky mit au point un diagnostic qualifié de « conservatisme technocratique », qui conférait à la technique la fonction de moteur de l'évolution sociale⁸¹. Selon eux, il se produisait une « fusion de l'État et de la technique moderne » : l'État devait « assurer [...] la coordination des diverses possibilités sociales d'une société, étant donné que sans sa planification d'encadrement, sa direction et son contrôle, le fonctionnement des formes de la technique moderne dans tous les domaines de la vie [...] serait impossible »⁸².
- 29 Un autre aspect a trait au considérable intérêt des intellectuels pour la jeunesse, comme chez Wiechert, pour lequel la jeunesse allemande comme porteuse d'espoir est un topos constant⁸³. Toutefois, on remarque que celle-ci est stylisée en pure métaphore du renouveau, sans que soient évoquées les mesures d'éducation requises pour la transmission aux jeunes Allemands des idées humanistes prônées par l'auteur⁸⁴.
- 30 Une autre préoccupation des intellectuels tient à la « question de la culpabilité », titre d'un ouvrage de Karl Jaspers. Ils sont nombreux à attendre de leurs compatriotes un examen de conscience sur leur responsabilité dans le passé récent. Ainsi, Kogon, constatant que la thèse de la « faute collective » et l'idée de la rééducation propagées par les Alliés n'ont pas atteint leur but, exige des Allemands qu'ils se jugent eux-mêmes⁸⁵. De même, la revue *Die Gegenwart* rejette une condamnation extérieure des Allemands au profit d'un examen de conscience collectif et individuel de la part d'eux-mêmes, comme fondement d'un renouveau⁸⁶. Wiechert va plus loin, appelant ses auditeurs à juger les « bourreaux » et « faux prophètes » ; le peuple, après avoir reconnu sa propre faute, consistant à ne pas avoir opposé de résistance, – seule condition pour un « recommencement » –, doit punir les responsables nationaux-socialistes, de manière à « laver la honte du visage de tout un peuple »⁸⁷. Dans son livre, Jaspers estimait que ce n'était qu'après s'être purifiée par la « conscience de sa faute » que l'Allemagne pourrait acquérir une base solide pour son développement politique et culturel. Tous les Allemands étaient selon lui politiquement coupables et chacun partageait une part de faute morale. Ils se devaient d'assumer une radicale transformation morale⁸⁸. Les intellectuels sont néanmoins partagés sur l'opportunité de la rééducation prônée par les Alliés : Klaus Mann analyse l'incapacité de ses compatriotes à endosser leur responsabilité morale comme une preuve de sa pertinence, d'elle dépend non seulement la paix, mais aussi toutes les futures mesures politiques, sociales et économiques⁸⁹. En revanche, Richter, qui récuse la thèse de la faute collective, la conteste⁹⁰.
- 31 Une thématique corrélative de la question de la culpabilité réside dans le verdict des intellectuels selon lequel les Allemands n'auraient pas effectué cet examen de conscience, ce que Kogon qualifie de « défaut de naissance de la démocratie ». « Nous [...] ne sommes pas venus à bout du national-socialisme », écrit Axel Eggebrecht. « Nous l'avons caché sous le tapis, mais nous n'avons pas réglé nos comptes avec lui »⁹¹.

Il trouve significatif que la justice n'ait pas déclenché un flot de procès pour en finir avec l'histoire⁹². Walter Kempowski déplore pour sa part qu'on fasse de Hitler un criminel d'ampleur planétaire qui aurait trompé le peuple allemand – comme prétexte pour ne pas se pencher sur sa propre implication⁹³. Et Hannah Arendt, lors d'un voyage en RFA en 1950, s'étonne d'une carence de sentiment généralisée, qui conduit les Allemands à se déplacer avec indifférence dans les ruines, mais aussi à ne pas porter le deuil de leurs morts, et qu'elle interprète comme le « symptôme [...] d'un refus profondément enraciné [...] d'assumer et de comprendre ce qui s'est passé »⁹⁴. Quant à Alfred Döblin, il note que les Allemands ont obéi comme toujours à un gouvernement et qu'ils ne comprennent pas pourquoi cette fois-ci ceci devrait avoir été une mauvaise chose⁹⁵. David Roberts conclut que l'absence d'une « maîtrise du passé » morale et intellectuelle a favorisé la persistance d'un refoulement collectif du passé, d'une confusion des valeurs⁹⁶. En résumé, les intellectuels optent pour différentes variantes du socialisme, humaniste ou chrétien, du christianisme ou de l'humanisme. Ils s'opposent au nationalisme, s'intéressent peu à l'économie, certains en revanche soulignent le poids de la technique et de la jeunesse. Enfin, ils déplorent que leurs compatriotes se refusent à examiner la question de leur culpabilité dans le passé récent.

5. Verdict sur la refondation effective : le reproche de la restauration

- 32 Après cet aperçu des projets des intellectuels de l'Ouest, se pose la question de savoir ce qu'il en est advenu dans la réalité de la République fédérale. Or la plupart des intellectuels furent profondément désappointés par ce qui fut institué. Le premier, Richter lança avec succès dans *Der Ruf*, dès l'hiver 1946/47, la thèse de la restauration, reprise en 1950 par Dirks dans son article des *Frankfurter Hefte* « Le caractère restaurateur d'une époque »⁹⁷, lequel voulait par ce qualificatif fustiger le « rétablissement » d'un monde « qui porte en son sein le germe du désastre ». Ses confrères traduisent par cette sentence leur déception sur la chance manquée d'un nouveau départ, qui devait reléguer au passé les vieilles élites et le capitalisme⁹⁸. Richter regrette l'absence de mesures de socialisation indispensables pour éviter que le capitalisme ne dégénère de nouveau en fascisme⁹⁹. « Nous émergions de la nuit du national-socialisme et croyions que viendrait désormais le jour de la démocratie radicale », résume Eggebrecht. « Ce jour n'est pas advenu jusqu'à aujourd'hui, [...] cela nous a [...] mis en colère »¹⁰⁰. Selon K. Stuart Parkes, le terme de restauration désignait la conservation d'un ordre économique fondé sur la propriété privée des moyens de production, le maintien d'une vie politique entre les mains des partis et d'hommes politiques impliqués dans l'échec de Weimar, et le retour à la notoriété d'élites dont le passé était entaché¹⁰¹.
- 33 Après son séjour en Allemagne en 1947, Peter Weiss qualifie ainsi la dénazification de farce, qui permit aux personnes influentes d'échapper au filet et sanctionna les petites gens¹⁰². Et Richter déplore le retour des anciens partis de gauche, alors qu'avec beaucoup d'autres, il aspirait à l'émergence d'une nouvelle gauche¹⁰³. De même, les *Frankfurter Hefte* durent constater que l'actualité du christianisme était définie par le traditionalisme et une piété privée et méditative¹⁰⁴. Par ailleurs, les intellectuels réproouvent la synthèse négligée entre esprit et pouvoir¹⁰⁵, qui explique que les

émigrants de retour se sentent plus étrangers dans le nouvel État qu'en exil. Contraints de prendre parti, pour l'Ouest ou l'Est, ils voient dans l'ordre social restauré de la République fédérale leurs rêves d'une « autre Allemagne » voués à l'échec¹⁰⁶.

- 34 Cependant, une minorité tient l'image de la restauration pour dénuée de tout rapport avec la réalité politique, à l'image du publiciste suisse Fritz René Allemann dans son livre *Bonn n'est pas Weimar*¹⁰⁷. Selon lui, la restauration est « le problème de ces gens qui, après l'effondrement de 1945 [...] rêvent [...] d'une "année zéro", lors de laquelle, à partir [...] des décombres [...], un monde tout à fait nouveau, inouï, devait être bâti »¹⁰⁸. Pour sa part, il juge le concept de l'« année zéro » comme une chimère. Il est rejoint en cela par Kurt Sontheimer qui a tenu rigueur aux détracteurs de la RFA de mesurer ce qui avait été accompli à l'aune de leurs objectifs utopiques¹⁰⁹. Il apparaît effectivement que la République de Bonn ne fut en aucune manière une répétition de Weimar ou une continuation du III^e Reich. On estime aujourd'hui que malgré quelques traits restaurateurs, elle fut d'emblée une démocratie à la fois stable et évolutive d'inspiration occidentale, par périodes plus conservatrice et traditionaliste que libérale et moderniste, mais toujours loin d'incarner une restauration figée¹¹⁰. Même Richter, rétrospectivement, concéda que le capitalisme se révéla beaucoup plus dynamique qu'une économie planifiée¹¹¹.

- 35 L'enseignement le plus manifeste de cette esquisse des visions de reconstruction de l'Allemagne réside dans leur diversité et hétérogénéité. En tout état de cause, ce ne sont pas les intellectuels qui ont inspiré sa direction au nouvel État, et leurs aspirations politiques ne furent pas réalisées, ni le vœu d'une Allemagne unifiée socialiste, ni celui d'une vie politique plus indépendante des partis, ni leurs espoirs européens. Il faut dire qu'ils considèrent les compromis comme une faiblesse et ne reconnaissent pas la politique du réalisable. Toutefois, c'est justement cette impulsion morale, qualifiée de « voix de la conscience », que l'on peut juger comme apport le plus fondamental à la modernisation de la société ouest-allemande¹¹². Cependant, les débuts de la République fédérale sont marqués, du fait du fossé entre les vues des intellectuels et la réalité de la politique, par une *Entfremdung* (aliénation) entre esprit et pouvoir : pour les responsables politiques, les intellectuels figurent une quantité négligeable, et les auteurs engagés manifestent par leur attitude de retrait leur dégoût et mépris envers la sphère du politique¹¹³. Certes, ils bénéficient d'une reconnaissance publique et se voient décerner des honneurs qui n'engagent à rien, mais aucune fonction officielle, aucune influence politique. C'est ce qui explique que les auteurs du *Groupe 47*, parmi beaucoup d'autres, retournent à la littérature et abandonnent le champ de la politique aux hommes politiques de métier. De la sorte, après une phase passagère d'engagement actif, les intellectuels se détournent une nouvelle fois de l'actualité politique et de nouveau se creuse le fossé entre esprit et pouvoir. Il faudra attendre les débats sur le réarmement de la fin des années 1950, et surtout l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt, pour les retrouver sur le front politique, disposés même à offrir leurs services, à l'image de Günter Grass pendant les campagnes électorales des années 1960.

NOTES

1. Günter SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden? Stellungnahmen deutschsprachiger Schriftsteller zwischen 1938 und 1949 », in : Gunther NICKEL (dir.), *Literarische und politische Deutschlandkonzepte 1938-1949*, Göttingen, Wallstein, 2004, p. 11.
2. K. Stuart PARKES, *Writers and politics in West Germany*, Londres/Sydney, Croom Helm, 1986, p. 21-22.
3. David ROBERTS, « Nach der Apokalypse. Kontinuität und Diskontinuität in der deutschen Literatur nach 1945 », in : Bernd HÜPPAUF (dir.), « Die Mühen der Ebenen ». *Kontinuität und Wandel in der deutschen Literatur und Gesellschaft 1945-1949*, Heidelberg, Winter, 1981, p. 22.
4. Cité d'après Gert SAUTERMEISTER, « Messianisches Hoffen, tapfere Skepsis, Lebensbegehren : Jugend in den Nachkriegsjahren » in : Thomas KOEBNER, Gert SAUTERMEISTER, Sigrid SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler. Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1987, p. 267.
5. Helmut KOOPMANN, « 'Kahlschlag' – Der Mythos von der 'Stunde Null' in der deutschen Literatur des 19. und 20. Jahrhunderts », in : Stefan GRIMM, Wieland ZIRBS (dir.), *Nachkriegszeiten – Die Stunde Null als Realität und Mythos in der deutschen Geschichte*, Munich, Bayerischer Schulbuch-Verlag, 1996, p. 160.
6. Monika PRACHENSKA, « Schriftsteller und ihre Republik. Bundesdeutsche Autoren und ihr gesellschaftliches Engagement in den 50er und 60er Jahren », *Acta Universitatis Carolinae – Studia territoralia XIV*, 2008, p. 166.
7. Hans MAYER, « Literatur heute im geteilten Deutschland », in : Werner LINK (dir.), *Schriftsteller und Politik in Deutschland*, Düsseldorf, Droste, 1979, p. 116.
8. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 16.
9. M. PRACHENSKA, « Schriftsteller und ihre Republik » (note 6), p. 167 et 165.
10. *Ibid.*, p. 168.
11. Hans-Günther M. LANFER, *Politik contra Parnaß? Eine Studie über das Verhältnis der Politiker zu den engagierten Schriftstellern in der Bundesrepublik Deutschland unter chronologischem und systematischem Aspekt*, Francfort-sur-le-Main/Berne/New York, Lang, 1985, p. 57.
12. Stephen BROCKMANN, *German Literary Culture at the Zero Hour*, Rochester/New York, Camden House, 2004, p. 142-143.
13. Georg JÄGER, « Der Schriftsteller als Intellektueller. Ein Problemaufriß », in : Sven HANUSCHEK, Therese HÖRNIGK, Christine MALENDE (dir.), *Schriftsteller als Intellektuelle. Politik und Literatur im kalten Krieg*, Tübingen, Max Miemeyer, 2000, p. 22.
14. Birgit PAPE, « Intellektuelle in der Bundesrepublik 1945-1967 », in : Jutta SCHLICH (dir.), *Intellektuelle im 20. Jahrhundert in Deutschland. Ein Forschungsreferat*, Tübingen, Niemeyer, 2000, p. 298.
15. Walter VEIT, « Die Stunde Null im Spiegel einiger zeitgenössischer Zeitschriften », in : B. HÜPPAUF (dir.), « Die Mühen der Ebenen » (note 3), p. 223.
16. S. BROCKMANN, *German Literary Culture* (note 12), p. 146.
17. Lutz WINKLER, « Die Krise und die Intellektuellen. Klaus Mann zwischen ästhetischer Opposition und republikanischem Schriftstellerethos », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 57.
18. Hans Dieter ZIMMERMANN, *Der Wahnsinn des Jahrhunderts : die Verantwortung der Schriftsteller in der Politik*, Stuttgart/Berlin (Ouest)/Cologne, Kohlhammer, 1992, p. 109.
19. Peter MERTZ, *Und das wurde nicht ihr Staat. Erfahrungen emigrierter Schriftsteller mit Westdeutschland*, Munich, Beck, 1985, p. 89.

20. G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 15.
21. Eberhard GERSTMANN, *Weltbilder der Nachkriegszeit. Eine Untersuchung deutscher literarischer Werke der Jahre 1945-1949*, Francfort-sur-le-Main/Berne, Lang, 1983, p. 155.
22. H.-G. M. LANFER, *Politik contra Parnaß ?* (note 11), p. 58.
23. Patrick von zur MÜHLEN, « Programme für ein Nachkriegsdeutschland im lateinamerikanischen Exil », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 171-172.
24. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 25.
25. Karl PRÜMM, « Entwürfe einer zweiten Republik. Zukunftsprogramme in den 'Frankfurter Heften' 1946-1949 », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 335.
26. Carola DIETZE, « 'Deutschlands Zukunft'. Das Deutschlandkonzept Helmuth Plessners aus dem Jahre 1946 », in : G. NICKEL (dir.), *Literarische und politische Deutschlandkonzepte* (note 1), p. 360-363.
27. A. Dirk MOSES, *German Intellectuals and the Nazi Past*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2007, p. 88.
28. G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 12-13.
29. Jan Philipp REEMTSMA, « Arno Schmidts Nachkriegsdeutschland », in : G. NICKEL (dir.), *Literarische und politische Deutschlandkonzepte* (note 1), p. 432.
30. Sigrid SCHNEIDER, « Johannes Steel : 'The future of Europe'. Analysen und Konzepte eines populären Journalisten in den USA », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 68.
31. Alexandra PAFFEN, « Die Geschichte einer Radikalisierung. Erika und Klaus Manns Überlegungen zur Zukunft Deutschlands während der Kriegsjahre », in : G. NICKEL (dir.), *Literarische und politische Deutschlandkonzepte* (note 1), p. 295.
32. P. MERTZ, *Und das wurde nicht ihr Staat* (note 19), p. 96.
33. S. SCHNEIDER, « Johannes Steel » (note 30), p. 66 et 67.
34. G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 22-23.
35. Axel SCHILDT, « Deutschlands Platz in einem 'christlichen Abendland'. Konservative Publizisten aus dem Tat-Kreis in der Kriegs- und Nachkriegszeit », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 358.
36. *Ibid.*, p. 356.
37. Norbert GRUBE, « Deutschlandkonzepte des Journalisten und demoskopischen Politikberaters Erich Peter Neumann 1938-1949 », in : G. NICKEL (dir.), *Literarische und politische Deutschlandkonzepte* (note 1), p. 340.
38. Hans Werner RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien. Briefe an einen jungen Sozialisten*, Francfort-sur-le-Main, Eichborn, 1981, p. 84.
39. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 21.
40. P. von zur MÜHLEN, « Programme für ein Nachkriegsdeutschland » (note 23), p. 173.
41. P. MERTZ, *Und das wurde nicht ihr Staat* (note 19), p. 136.
42. *Ibid.*, p. 95.
43. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 21.
44. Cité d'après G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 14-15.
45. N. GRUBE, « Deutschlandkonzepte des Journalisten Erich Peter Neumann » (note 37), p. 343.
46. A. SCHILDT, « Deutschlands Platz in einem 'christlichen Abendland' » (note 35), p. 356.
47. Stuart PARKES, *Writers and Politics in Germany, 1945-2008*, Rochester/New York, Camden House, 2009, p. 21.

48. Albrecht BETZ, « 'Der Tag danach'. Zur Auseinandersetzung um Deutschland nach Hitler im Pariser Sommer 1939 », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 45.
49. Oliver FINK, « Intellektuelle im Exil », in : J. SCHLICH (dir.), *Intellektuelle im 20. Jahrhundert* (note 14), p. 290-291.
50. Michael WINKLER, « Die civitas hominum als Wolkenkuckucksheim ? Ideen zu einer besseren Nachkriegswelt im New Yorker Freundeskreis Erich Kahler, Hermann Broch und Hannah Arendt », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 99.
51. Wolfgang BENZ, « Konzeptionen für die Nachkriegsdemokratie. Pläne und Überlegungen im Widerstand, im Exil und in der Besatzungszeit », in : KOEBNER/SAUTERMEISTER/SCHNEIDER (dir.), *Deutschland nach Hitler* (note 4), p. 202.
52. *Ibid.*, p. 203.
53. H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien* (note 38), p. 104.
54. N. GRUBE, « Deutschlandkonzepte des Journalisten Erich Peter Neumann » (note 37), p. 325 et 331.
55. *Ibid.*, p. 334.
56. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 22.
57. P. von zur MÜHLEN, « Programme für ein Nachkriegsdeutschland » (note 23), p. 177.
58. M. PRACHENSKA, « Schriftsteller und ihre Republik » (note 6), p. 168-169.
59. Cité d'après H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien* (note 38), p. 71.
60. *Ibid.*, p. 72.
61. *Ibid.*, p. 79.
62. P. MERTZ, *Und das wurde nicht ihr Staat* (note 19), p. 94.
63. G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 17.
64. B. PAPE, « Intellektuelle in der Bundesrepublik » (note 14), p. 301.
65. K. PRÜMM, « Entwürfe einer zweiten Republik » (note 25), p. 332.
66. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 19.
67. K. PRÜMM, « Entwürfe einer zweiten Republik » (note 25), p. 335-336.
68. W. BENZ, « Konzeptionen für die Nachkriegsdemokratie » (note 51), p. 203 et 204.
69. G. SAUTERMEISTER, « Messianisches Hoffen » (note 4), p. 273 et 275.
70. Waltraud WENDE-HOHNBERGER, *Ein neuer Anfang ? Schriftsteller-Reden zwischen 1945 und 1949*, Stuttgart, Metzler, 1990, p. 34.
71. G. SCHOLDT, « Was soll aus diesem Deutschland werden ? » (note 1), p. 19.
72. W. WENDE-HOHNBERGER, *Ein neuer Anfang ?* (note 70), p. 205.
73. *Ibid.*, p. 206-207.
74. *Ibid.*, p. 210.
75. L. WINKLER, « Die Krise und die Intellektuellen » (note 17), p. 55.
76. Stefan NEUHAUS, *Literatur und nationale Einheit in Deutschland*, Tübingen/Bâle, Francke, 2002, p. 278.
77. W. VEIT, « Die Stunde Null » (note 15), p. 214.
78. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 18.
79. *Ibid.*, p. 20-21.
80. H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien* (note 38), p. 89.
81. Jens HACKE, « Der Intellektuelle und die Industriegesellschaft. Arnold Gehlen und Helmut Schelsky in der frühen Bundesrepublik », in : Harald BLUHM, Walter REESE-SCHÄFER (dir.), *Die Intellektuellen und der Wettlauf. Schöpfer und Missionare politischer Ideen in den USA, Asien und Europa nach 1945*, Baden-Baden, Nomos, 2006, p. 235.
82. *Ibid.*, p. 240.

83. W. WENDE-HOHNBERGER, *Ein neuer Anfang ?* (note 70), p. 37.
84. *Ibid.*, p. 36.
85. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 19.
86. *Ibid.*, p. 18.
87. *Ibid.*, p. 31-33.
88. Mark W. CLARK, *Beyond Catastrophe. German Intellectuals and Cultural Renewal after World War II, 1945-1955*, Lanham (MD), Lexington Books, 2006, p. 64 et 65.
89. L. WINKLER, « Die Krise und die Intellektuellen » (note 17), p. 51.
90. H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien* (note 38), p. 84.
91. Cité d'après Hanjo KESTING, *Dichter ohne Vaterland. Gespräche und Aufsätze zur Literatur*, Berlin (Ouest)/ Bonn, 1982, p. 145.
92. *Ibid.*, p. 150.
93. Sabine KYORA, « Die Gegenwartsliteratur und das Jahr 1945. Walter Kempowskis Texte zur 'Stunde Null' », in : Daniel FULDA, Dagmar HERZOG, Stefan-Ludwig HOFFMANN, Till van RAHDEN (dir.), *Demokratie im Schatten der Gewalt. Geschichten des Privaten im deutschen Nachkrieg*, Göttingen, Wallstein, 2010, p. 59.
94. Cité d'après Stefan-Ludwig HOFFMANN, « Besiegte, Besatzer, Beobachter. Das Kriegsende im Tagebuch », in : FULDA/HERZOG/HOFFMANN/van RAHDEN (dir.), *Demokratie im Schatten der Gewalt* (note 93), p. 25.
95. Hanjo KESTING, *Ein Blatt vom Machandelbaum. Deutsche Schriftsteller vor und nach 1945*, Göttingen, Wallstein, 2008, p. 79.
96. D. ROBERTS, « Nach der Apokalypse » (note 3), p. 35.
97. G. JÄGER, « Der Schriftsteller als Intellektueller » (note 13), p. 21.
98. Georg BOLLENBECK, « Restaurationsdiskurse und die Remigranten. Zur kulturellen Lage im westlichen Nachkriegsdeutschland », in : Irmela von der LÜHE, Claus-Dieter KROHN (dir.), *Fremdes Heimatland. Remigration und literarisches Leben nach 1945*, Göttingen, Wallstein, 2005, p. 30.
99. Helmuth KIESEL, « Die Restaurationsthese als Problem für die Literaturgeschichtsschreibung », in : Walter ERHART, Dirk NIEFANGER (dir.), *Zwei Wendezeiten. Blicke auf die deutsche Literatur 1945 und 1989*, Tübingen, Niemeyer, 1997, p. 13.
100. Cité d'après H. KESTING, *Dichter ohne Vaterland* (note 91), p. 144.
101. K. S. PARKES, *Writers and politics* (note 2), p. 30.
102. G. BOLLENBECK, « Restaurationsdiskurse und die Remigranten » (note 98), p. 28.
103. H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopie* (note 38), p. 77.
104. K. PRÜMM, « Entwürfe einer zweiten Republik » (note 25), p. 340.
105. H.-G. M. LANFER, *Politik contra Parnaß ?* (note 11), p. 58.
106. P. MERTZ, *Und das wurde nicht ihr Staat* (note 19), p. 204 et 217.
107. H.-G. M. LANFER, *Politik contra Parnaß ?* (note 11), p. 61.
108. Cité d'après H. KIESEL, « Die Restaurationsthese » (note 99), p. 39.
109. Johanno STRASSER, *Kopf oder Zahl. Die deutschen Intellektuellen vor der Entscheidung*, Francfort-sur-le-Main/Vienne/Zurich, Büchergilde Gutenberg, 2005, p. 99.
110. H. KIESEL, « Die Restaurationsthese » (note 99), p. 29.
111. H. W. RICHTER, *Von Erfahrungen und Utopien* (note 38), p. 85.
112. M. PRACHENSKA, « Schriftsteller und ihre Republik » (note 6), p. 170.
113. H.-G. M. LANFER, *Politik contra Parnaß ?* (note 11), p. 56.

RÉSUMÉS

Animés par une conscience aiguë d'une « heure zéro » autorisant un renouveau complet, les intellectuels font preuve d'un nouvel engagement pour la chose politique, particulièrement la nouvelle génération, qui est à l'origine de multiples impulsions pour la reconstruction de l'Allemagne. Les intellectuels refusent majoritairement la partition de l'Allemagne, présentent souvent la voie d'une fédération. Par ailleurs, ils misent sur une Allemagne étroitement intégrée dans une Europe unifiée, mais sont divisés sur son rôle au sein de cette Europe. Ils se prononcent majoritairement pour l'instauration d'une démocratie, et prônent une large variété de systèmes politiques : d'une troisième voie entre socialisme et capitalisme au pur humanisme, en passant par une synthèse entre socialisme et christianisme ou bien un retour aux valeurs chrétiennes et humanistes. Ils ont développé peu de considérations sur le système économique, mais certains détectent un rôle inédit de la technique ou bien de la jeunesse. Tous déplorent que leurs compatriotes refusent de se pencher sur leur culpabilité dans le passé récent. Dans leur ensemble, ils se révèlent profondément désappointés par la réalité de la reconstruction, propageant la thèse d'une restauration, au sens d'un maintien de l'ancien ordre économique et des anciennes élites, une thèse largement réfutée aujourd'hui.

Vom Bewusstsein einer « Stunde Null » bewegt, die einen vollständigen Neuanfang erlaubt, legen die Intellektuellen ein neues Engagement für das Politische an den Tag, besonders die neue Generation, die vielfältige Impulse für den Wiederaufbau Deutschlands initiiert. Die Intellektuellen lehnen mehrheitlich die Teilung Deutschlands ab, schätzen den Weg einer Föderation. Außerdem setzen sie auf ein in ein vereinigtes Europa eng integriertes Deutschland, aber sind über seine Rolle in diesem Europa geteilt. Sie sprechen sich mehrheitlich für die Einführung einer Demokratie aus und sie befürworten eine breite Vielfalt von politischen Systemen: von einem dritten Weg zwischen Sozialismus und Kapitalismus bis zum reinen Humanismus über eine Synthese zwischen Sozialismus und Christentum oder eine Rückkehr zu christlichen und humanistischen Werten. Sie haben wenige Vorstellungen über das ökonomische System entwickelt, aber einige erkennen eine neue Rolle der Technik oder der Jugend. Alle bedauern, dass ihre Landsleute sich weigern, sich mit ihrer Schuld in der jüngsten Vergangenheit auseinanderzusetzen. Allgemein erweisen sie sich als tief enttäuscht über den tatsächlichen Neuaufbau und sie verbreiten die These einer Restauration im Sinne einer Aufrechterhaltung des alten ökonomischen Systems und der alten Eliten, eine These, die heute weitgehend widerlegt wird.

Moved by an acute sense of living a “zero hour” moment which would open up a completely new era, German intellectuals demonstrated a new commitment to politics. This is particularly true of the new generation who was behind many ideas for the reconstruction of Germany. A majority of intellectuals rejected the partition of Germany, and often valued a federal scheme. Besides, they bet on the integration of Germany into a unified Europe, but were divided about her role in such a Europe. A majority of them came down for the establishment of a democracy and promoted a wide range of political systems: from a third way between socialism and capitalism, to pure humanism, though a synthesis between socialism and Christianity or a return to Christian and humanist values. They seldom developed any considerations on the economic system, but some of them did detect the new role of technology or the youth. They all deplored their compatriots' refusal to address the issue of their culpability in the recent past. In general, they were deeply disappointed by the reality of the reconstruction, thus spreading the thesis of a restoration – which went along with the permanence of the old economic rule and elites – a thesis which has today been widely refuted.

AUTEUR

NADINE WILLMANN

PRAG d'allemand à l'Institut d'études politiques de Strasbourg et docteur en études germaniques